



Institut
EGA

18 septembre 2026



RAPPORT

La Syrie de la guerre civile à la destitution de Bachar al-Assad

Quelles conséquences
géopolitiques ?

AVERTISSEMENT

Le Syrie de la guerre civile à la destitution de Bachar al-Assad : quelles conséquences géopolitiques ?

L'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) est l'un des *think tanks* français de référence dans l'analyse des relations internationales. Depuis sa fondation, l'Iega est guidé par la volonté d'associer société civile, acteurs institutionnels et scientifiques dans le domaine de l'analyse géopolitique. Guidé par le souci d'indépendance et d'objectivité tout autant que par l'aspect humain, il œuvre en ce sens à travers la publication de travaux scientifiques en libre-accès, ainsi que par l'organisation d'événements et de formations accessibles au plus grand nombre.

Étude rédigée par le département Afrique du Nord, Proche et Moyen-Orient de l'Institut d'études de géopolitique appliquée.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'Iega.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Institut d'études de géopolitique appliquée, 18 septembre 2026.

Comment citer cette publication :

« La Syrie de la guerre civile à la destitution de Bachar al-Assad : quelles conséquences géopolitiques ? », Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 18 septembre 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
Courriel : secretariat@institut-ega.org
Site internet : www.institut-ega.org



Table des matières

Introduction	3
Propos liminaire.....	4
L'avènement des Printemps arabes : de la guerre civile à l'extension régionale du conflit	5
Le début de la guerre civile en Syrie et ses répercussions.....	5
L'internationalisation du conflit	7
L'implantation de l'État Islamique et d'Al-Qaïda sur le territoire syrien	8
Des conquêtes aux défaites : la fin du proto-État	9
La Syrie, théâtre de guerres par procuration	10
La base arrière du Hezbollah libanais et de l'Iran	10
Le Kurdistan syrien : menaces de déstabilisation de la Turquie et des groupes terroristes.....	11
L'affrontement entre Téhéran et Riyad	13
De la réhabilitation de Bachar al-Assad dans la Ligue arabe à sa destitution.....	14
Le retour de Bachar al-Assad sur la scène diplomatique.....	14
Le renversement et la prise de pouvoir par une coalition de groupes rebelles	15
Les enjeux sécuritaires, politiques, sociaux et économiques en Syrie.....	17
Les gagnants et perdants de la chute du régime de Bachard al-Assad.....	18
L'Arabie saoudite et la Turquie, une situation à leur profit	18
La perte stratégique pour la Russie et l'Iran.....	19
Les incertitudes quant à l'avenir du Moyen-Orient.....	20
Conclusion.....	22
Annexe – Frise chronologique simplifiée des processus de paix en Syrie	23
Bibliographie	24

Introduction

Fin 2024, une nouvelle donne géopolitique s'impose en Syrie. Dans la nuit du 7 au 8 décembre, une coalition de groupes islamistes rebelles s'empare de plusieurs villes syriennes, dont Damas, et chasse du pouvoir le dictateur Bachar al-Assad, qui dirigeait le pays depuis vingt-quatre ans. Ce sont au total près de cinquante-quatre ans de dynastie Assad qui s'effondrent, puisque le père de Bachar, Hafez al-Assad, avait pris le pouvoir dès novembre 1970.

Après plus de treize années de conflit dans le sillage des Printemps arabes de 2011, la Syrie arbore désormais un nouveau visage. À sa tête se trouve un homme, Ahmed al-Charaa, longtemps connu sous le nom de guerre d'« Abou Mohammed al-Jolani ». Fondateur puis dirigeant du Front al-Nosra, lié à Al-Qaïda, avant de s'en affranchir, il a ensuite pris la tête du groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTC), rompant ainsi avec le djihadisme global. Il est le nouvel homme fort de la Syrie et a pour ambition de créer un État unifié et centralisé. Il mène d'importantes offensives militaires visant à réduire l'autonomie de certaines factions, notamment kurdes, dès le début d'année 2026.

Le renversement du pouvoir Assad marque un tournant majeur dans l'équilibre des forces régionales. Un nouveau Moyen-Orient se dessine progressivement sur les décombres du régime déchu, dont le chef s'est réfugié en Russie. Peu d'observateurs avaient anticipé cette chute et moins encore sa rapidité. L'affaiblissement de « l'axe de la résistance », fragilisé depuis plusieurs années par ses affrontements successifs avec Israël, a joué un rôle déterminant dans l'effondrement du régime syrien. La guerre menée par la Russie en Ukraine a par ailleurs permis à Ahmed al-Charaa de saisir une fenêtre stratégique pour agir, alors que les deux principaux parrains de Damas, l'Iran et la Russie, se trouvaient eux-mêmes considérablement affaiblis par leurs conflits respectifs.

Le territoire syrien demeure néanmoins profondément fragilisé et fragmenté. Il concentre en son sein une pluralité d'acteurs étatiques et non étatiques qui continuent de s'y disputer le pouvoir et le contrôle du terrain.

Les défis à surmonter pour parvenir à la sécurité, à la stabilité et à l'union nationale sont considérables. Les délégations internationales se pressent certes pour rencontrer le nouveau maître de Damas, mais le processus de reconstruction et de réconciliation s'annonce d'une grande complexité. Après tant d'années de guerre, la Syrie reste divisée, fragmentée et profondément meurtrie.

Pour saisir les enjeux actuels, il faut remonter à 2011, lorsque les Printemps arabes embrasent plusieurs pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. En Syrie, des revendications d'abord pacifiques prennent très vite la forme d'un conflit confessionnel avant de s'internationaliser.

CHIFFRES CLÉS DU CONFLIT SYRIEN (2011-2025)

- Plus de treize années de guerre civile, de mars 2011 à décembre 2024.
- Plus de 500 000 morts recensés par l'Observatoire syrien des droits de l'homme depuis 2011.
- 6,7 millions de déplacés internes et 5,5 millions de réfugiés à l'étranger selon l'ONU.
- Cinquante-quatre ans de pouvoir de la dynastie Assad, de 1970 à 2024.
- 216 milliards de dollars : coût estimé de la reconstruction du pays selon la Banque mondiale (octobre 2025).
- Un produit intérieur brut passé de 67,5 milliards de dollars en 2011 à environ 21,4 milliards en 2024.

Propos liminaire

La Syrie se situe à l'extrémité orientale de la Méditerranée. Elle est bordée au nord par la Turquie, à l'est par l'Irak, et au sud par la Jordanie, Israël et le Liban.

La population syrienne est plurielle, tant sur le plan ethnique que confessionnel, au point de constituer une véritable mosaïque. Les Arabes sunnites dominent avec environ 64 % de la population. Les alaouites, avec 10 %, et les druzes, avec 3 %, représentent le courant chiite, tandis que les différentes communautés chrétiennes rassemblent environ 5 % des Syriens¹. On y trouve également deux groupes d'ethnie non arabe : les Kurdes, à 14 % de la population, et les Turkmènes, à 1 %².

Indépendante depuis 1946, la Syrie connaît d'abord une courte période démocratique sous la présidence de Choukri al-Kouatli. La jeune République subit toutefois plusieurs coups d'État militaires : trois en 1949, puis un en février 1954, un autre en 1961, et un dernier en 1963.

Le 8 mars 1963, le parti Baas, formation panarabe, socialiste et laïque, s'empare durablement du pouvoir par la force. En novembre 1970, Hafez al-Assad, le père de Bachar, prend à son tour le pouvoir à la faveur d'un coup d'État interne au parti et se débarrasse méthodiquement de ses rivaux ; il est officiellement élu président en mars 1971. La famille Assad appartient à la communauté alaouite, une branche minoritaire du chiisme. Hafez al-Assad dirige le pays d'une main de fer jusqu'en 2000, étouffant toute velléité de contestation.

Sous son règne, les Alaouites concentrent l'essentiel du pouvoir, en occupant les postes politiques et militaires les plus stratégiques. Dès son arrivée aux affaires, le régime baasiste met en place une surveillance systématique de la population et une répression brutale de toute forme de dissidence³. Les services de sécurité remplissent alors deux fonctions principales : le contrôle des institutions et l'élimination de toute opposition. La multiplication des agences de renseignement, qui se surveillent mutuellement, vise avant tout à prévenir tout nouveau coup d'État en empêchant la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul homme⁴.

À la mort de son père en 2000, Bachar al-Assad est nommé président de la Syrie. C'est toute l'architecture du pouvoir syrien, façonnée sur près de cinquante ans, que les Printemps arabes allaient venir directement percuter.

¹ « Syrie : dix ans de guerre – Le Dessous des cartes », Arte, 12 décembre 2020.

² *Ibid.*

³ Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, et Arthur Quesnay, *Syrie : anatomie d'une guerre civile* (Paris : CNRS Éditions, 2016), p. 63.

⁴ *Ibid.*

L'avènement des Printemps arabes : de la guerre civile à l'extension régionale du conflit

Le début de la guerre civile en Syrie et ses répercussions

Bachar al-Assad arrive au pouvoir en 2000, à la mort de son père Hafez, qui dirigeait le pays depuis 1971. Bachar n'était pourtant pas le choix initial de son père, qui lui préférait son frère aîné Bassel pour lui succéder. Un accident de voiture, survenu le 21 janvier 1994, provoque la mort de Bassel et fait de Bachar l'héritier par défaut. Celui que l'on surnommait plus tard « le boucher de Damas » n'avait alors pourtant pas de prédisposition au pouvoir. Il étudiait l'ophtalmologie à Londres, loin de toute activité politique.

Sa prise de pouvoir ne fut pas sans obstacle. Pour que Bachar al-Assad puisse accéder à la présidence, la Constitution syrienne dut être amendée, l'âge minimal requis étant alors fixé à quarante ans, quand Bachar n'en avait que trente-quatre. Une fois installé, tout est organisé pour que la dictature militaire et sécuritaire héritée de son père continue de prospérer. Le nouveau dirigeant se croyait en outre à l'abri de toute velléité de révolte.

À RETENIR

Un vent d'espoir souffle pourtant sur la Syrie à l'arrivée de Bachar al-Assad. Son expérience occidentale, son jeune âge et son inexpérience politique nourrissent les attentes d'une partie de la population, qui voit en lui une possible figure de réformateur⁵. Cette illusion sera de courte durée : le « printemps de Damas », bref moment de liberté qui suit la mort d'Hafez al-Assad, s'éteint rapidement. La répression reprend selon le même mode opératoire que sous le père.

Sur le plan économique, l'ouverture tant attendue se traduit en réalité par l'émergence d'une garde rapprochée qui s'accapare les richesses du pays, dans un climat de corruption généralisée au sein du premier cercle du pouvoir⁶. Les classes moyennes et les populations rurales sombre dans une pauvreté croissante, tandis que les disparités s'accroissent au profit du pouvoir central.

Un événement international va par ailleurs accroître l'isolement du régime. En 2005, l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri est imputé à Damas. Bachar al-Assad est mis au ban de la communauté internationale. La Syrie se retrouve isolée diplomatiquement et économiquement.

À la veille des contestations de 2011, cela faisait près de cinquante ans que le pays vivait sous état d'urgence, un régime d'exception qui autorisait la censure, une surveillance généralisée et l'interdiction de tout rassemblement de plus de cinq personnes. Dans le même temps, la communauté alaouite demeurait surreprésentée dans l'état-major de l'armée et au sein des services de sécurité, au détriment des sunnites, largement écartés des postes clés.

⁵ « Syrie : l'après Hafez al-Assad, du Printemps de Damas à la guerre civile », *Le Point*, 9 juin 2020.

⁶ *Ibid.*

Comme le résume le journaliste Antoine Mariotti, le terreau était fertile pour une révolution en Syrie : des décennies de chape de plomb, une sécheresse ayant durement frappé les campagnes et une partie de la population rurale se tournant de plus en plus vers la religion faute d'autres perspectives⁷. En 2011, la population syrienne est épuisée par des années de corruption, un chômage élevé et une répression qui ne cesse d'exercer son pouvoir tout en marginalisant les sunnites.

Les Printemps arabes, qui commencent à embraser plusieurs pays de la région, offrent alors une nouvelle perspective au peuple syrien. Les révolutions tunisienne et égyptienne jouent un rôle déterminant dans le bouleversement de la situation intérieure syrienne. Dès le début de l'année 2011, des appels à manifester circulent via les réseaux sociaux, avec pour objectif la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963 et l'application des réformes promises de longue date par le régime⁸. Les manifestations pacifiques gagnent progressivement le pays et le pouvoir commence à réprimer dans le sang ces vagues de contestation. Peu à peu, ce qui n'était initialement que des revendications pacifiques se mue en une véritable guerre civile.

Jusqu'alors, le régime syrien se croyait à l'abri des révoltes qui embrasaient le monde arabe. Le 30 janvier 2011, Bachar al-Assad déclarait encore au *Wall Street Journal* que la Syrie était une exception et qu'elle ne connaîtrait pas les troubles traversés par l'Égypte, la Tunisie ou le Yémen⁹. Tout bascule avec l'affaire dite des « enfants de la liberté » : à Deraa, des élèves inscrivent sur un mur des slogans hostiles au régime. Le gouverneur local, Fayçal Kalthoum, et le chef de la sécurité politique de la région, Atef Najib, ordonnent leur arrestation et leur mise à la torture¹⁰. Pendant des semaines, les familles restent sans nouvelles de leurs enfants. Une délégation de parents rencontre Atef Najib, cousin de Bachar al-Assad, pour demander leur libération ; celui-ci refuse, provoquant une vague de contestation qui embrase rapidement l'ensemble du pays¹¹. Cet épisode n'est pas sans rappeler le massacre de Hama, perpétré en 1982 par Hafez al-Assad. Les manifestations se généralisent ensuite à l'ensemble du territoire. Une manifestation de grande ampleur a lieu à Hama le 8 juillet 2011, puis le 15 juillet à Deir ez-Zor et à Damas. Le peuple syrien s'en prend également aux symboles du pouvoir, comme les bâtiments des services de renseignement ou la société de téléphonie mobile appartenant à Rami Makhlouf, cousin de Bachar al-Assad¹².

À l'été 2011, des membres de l'opposition et des soldats ayant déserté l'armée régulière, en raison de l'extrême violence de la répression, fondent l'Armée syrienne libre (ASL). Le 29 juillet 2011, un conseil militaire est constitué à Rastan par des officiers déserteurs, qui annoncent la création de cette nouvelle force. En septembre 2011, elle fusionne avec d'autres groupes d'insurgés, dont le Mouvement des officiers libres, pour devenir le principal groupe armé de l'opposition¹³. L'ASL se pense alors comme une structure sans affiliation partisane, mais couvrant l'ensemble du territoire national¹⁴, avec pour objectif de renverser le régime. En 2012, elle domine le nord-ouest du pays et ouvre un second front à Alep. Plusieurs facteurs vont toutefois rapidement la fragiliser.

En août 2011, l'opposition met en place le Conseil national syrien (CNS), chargé de la représenter. Un certain nombre d'États européens soutiennent cette coalition, reconnue par une centaine d'États comme le seul représentant légitime du peuple syrien. Les financements demeurent néanmoins

⁷ « Syrie, 10 ans de conflit, épisode 1 : comment cette guerre interminable a-t-elle commencé ? », France 24, 15 mars 2021.

⁸ Sofia Amara, *Infiltrée dans l'enfer syrien : du Printemps de Damas à l'État islamique* (Paris : Stock, 2014), p. 14.

⁹ Ziad Majed, *Syrie, la révolution orpheline* (Arles : Sindbad/Actes Sud, coll. « L'Orient des livres », 2013), p. 22.

¹⁰ *Ibid.*, p. 57.

¹¹ *Ibid.*, p. 28.

¹² Fabrice Balanche, « Syrie : guerre civile et internationalisation du conflit », *Eurorient* 49 (2013), pp. 14-30.

¹³ *Syrie : anatomie d'une guerre civile, op. cit.*, p. 175.

¹⁴ *Ibid.*

insuffisants et les livraisons d'armes se font au compte-goutte. Le CNS se révèle rapidement incapable de fédérer l'ensemble de l'opposition. Sa domination par les Frères musulmans et son manque de représentativité des minorités lui est rapidement reproché, poussant certaines minorités à s'organiser. Les partis kurdes créent leur propre Conseil national kurde (CNK) à Qamichli. Cet échec pousse les États-Unis et le Qatar à promouvoir une nouvelle structure, la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution (CNFOR), fondée à Doha en novembre 2012¹⁵.

La révolution s'est ainsi progressivement transformée en réponse à la brutalité d'un régime cherchant à étouffer la contestation par la force. Face à l'impasse, Bachar al-Assad avait déjà tenté de renverser la tendance en proposant des réformes. Dans un entretien du 21 août 2011, il annonce une réforme constitutionnelle censée mettre fin au monopole du parti Baas sur la vie politique¹⁶. Cette promesse, formalisée par l'adoption d'une nouvelle Constitution le 26 février 2012, ne suffit pas à rétablir le calme¹⁷.

Devant le caractère inextricable de la situation sécuritaire, Bachar al-Assad choisit de militariser la répression pour se maintenir au pouvoir, transformant le soulèvement populaire en guerre civile ouverte : chars, hélicoptères, avions de combat et missiles balistiques sont employés pour bombarder les zones tenues par l'opposition¹⁸. Le régime pousse ainsi délibérément à la militarisation de la rébellion, afin de mieux justifier l'usage de la force. Dès 2011, Bachar al-Assad libère par ailleurs volontairement les prisonniers les plus radicaux, notamment ceux détenus à la prison de Saidnaya¹⁹, dans le but de discréditer les insurgés modérés et de favoriser l'essor des groupes djihadistes. Face aux difficultés croissantes rencontrées par le régime, l'Iran puis la Russie s'impliquent progressivement dans le conflit, changeant la donne stratégique.

L'internationalisation du conflit

Le conflit, qui prend d'abord la forme d'une guerre civile entre des rebelles majoritairement sunnites, implantés dans le nord et la banlieue de Damas, et des loyalistes adossés à la communauté alaouite dont est issu le clan Assad, s'internationalise rapidement. Instrumentalisée par de nombreuses puissances, la Syrie devient un véritable champ de bataille par procuration. Cette internationalisation résulte d'un double mouvement : le départ forcé de millions de Syriens vers les pays voisins et l'intervention d'acteurs extérieurs dans le conflit lui-même²⁰. Face à l'ampleur des destructions, de nombreux Syriens choisissent de fuir vers le Liban, la Jordanie ou la Turquie.

Parallèlement, l'Iran, dès 2011-2012, puis la Russie, à partir de 2015, viennent en aide à leur allié historique. Des combattants chiites et du matériel militaire commencent à affluer vers le territoire syrien pour aider le régime à repousser les forces rebelles. Le Hezbollah libanais, affilié à l'Iran, s'engage à son tour aux côtés de Damas. La bataille de Qousseir, en mai 2013, marque l'entrée en scène de la milice chiite. Pour Téhéran, il s'agit avant tout d'apporter son soutien à un allié stratégique. Pour Moscou, l'enjeu est davantage géostratégique, la Russie disposant d'une base navale à Tartous

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Cette nouvelle constitution a été adoptée le 26 février 2012, sans toutefois permettre de rétablir le calme dans le pays.

¹⁸ « Syrie : dix ans de guerre – Le Dessous des cartes », *op. cit.*

¹⁹ Notamment ceux de la prison de Saidnaya. Ces prisonniers, vétérans du djihad irakien, seront à l'origine de la création du Front al-Nosra (Jabhat al-Nusra), présentée plus tard comme la branche syrienne d'Al-Qaïda.

²⁰ *Syrie : anatomie d'une guerre civile, op. cit.*, p. 181.

et d'une base aérienne à Hmeimim. D'autres milices, comme Abu al-Fadl al-Abbas ou les Gardiens de la révolution iranienne, viennent également prêter main-forte au régime.

De son côté, l'ASL bénéficie d'un soutien occidental limité, essentiellement sous la forme d'entraînements de combattants syriens en Jordanie, l'aide financière restant modeste. Elle ne se renforce véritablement qu'à partir de 2014, alors que le mouvement traverse déjà de profondes difficultés internes.

Dès 2012, le régime perd progressivement le contrôle d'une large partie du territoire. De grandes portions d'Alep et de Deir ez-Zor, des faubourgs de Damas, Homs et Deraa, mais aussi plusieurs puits de pétrole et zones frontalières lui échappent²¹. La même année, des informations font état de la possible détention d'armes chimiques par le régime syrien. Washington menace alors Damas de représailles militaires si cette « ligne rouge » venait à être franchie. Il n'en sera rien : le 21 août 2013, Bachar al-Assad ordonne une attaque chimique sur la Ghouta orientale, faisant plus d'un millier de morts. La ligne rouge fixée par Barack Obama est franchie et pourtant aucune riposte militaire américaine ne suit.

Les tentatives de résolution diplomatique se révèlent, elles aussi, vaines. La conférence de Genève I, en 2012, échoue en raison d'un désaccord fondamental entre les parties prenantes sur le rôle de Bachar al-Assad dans une éventuelle transition. L'Occident et l'opposition syrienne exigeaient son départ, quand la Russie et la Chine s'y opposaient fermement. Cet échec conduit à une nouvelle tentative, Genève II, en janvier 2014, avec la participation directe des parties syriennes, mais sans résultat tangible.

Cette internationalisation précoce du conflit a produit des effets durables sur sa physionomie. En important sur le sol syrien les rivalités régionales et globales qui traversaient déjà le Moyen-Orient, elle a considérablement réduit les marges de manœuvre des acteurs strictement syriens, qu'il s'agisse du régime ou de l'opposition, désormais tributaires du soutien de leurs parrains extérieurs respectifs. Cette dépendance croissante explique en grande partie l'échec répété des tentatives de médiation onusienne. Aucune des puissances engagées, ni la Russie et l'Iran d'un côté, ni les pays du Golfe et une partie des Occidentaux de l'autre, n'avait alors intérêt à un compromis qui aurait affaibli sa propre influence sur le dossier syrien.

Enfin, l'enlisement du conflit syrien encourage des groupes terroristes comme l'État Islamique et Al-Qaïda à profiter du chaos pour renforcer son ancrage sur le territoire syrien.

L'implantation de l'État Islamique et d'Al-Qaïda sur le territoire syrien

Le vide sécuritaire qui s'installe en Syrie depuis le début de la guerre civile, conjugué à l'incapacité de l'ASL à mettre fin aux exactions du régime, favorise la montée en puissance de plusieurs factions djihadistes. L'enlisement du conflit profite en particulier à l'État Islamique (EI), dont un homme, Abou Bakr al-Baghdadi.

En mai 2010, cet ancien détenu des prisons américaines en Irak prend la tête de l'organisation État Islamique d'Irak (EII). Jusqu'en 2011, le groupe mène en Irak des actions de type guérilla, sans déborder du théâtre irakien. Deux événements majeurs surviennent la même année : le retrait des troupes américaines d'Irak, qui laisse au groupe un espace pour se renforcer sans crainte de représailles, et le déclenchement des révoltes en Syrie, qu'al-Baghdadi perçoit très vite comme une opportunité stratégique à saisir afin d'étendre son influence. Il y envoie l'un de ses hommes, Abou

²¹ Michel Duclos, *Syrie : en finir avec une guerre sans fin*, note, Institut Montaigne, juin 2017.

Mohammed al-Jolani, connu aujourd'hui sous le nom d'Ahmed al-Charaa. Ce dernier fonde en janvier 2012, le Front al-Nosra.

Le groupe se renforce progressivement et s'implante durablement dans le paysage syrien, au détriment d'autres formations rebelles. En avril 2013, Abou Bakr al-Baghdadi annonce unilatéralement la fusion entre le Front al-Nosra et l'État Islamique d'Irak, donnant naissance à l'État Islamique en Irak et au Levant (EIIL). Al-Jolani refuse toutefois cette fusion et prêche allégeance au chef d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri. Les deux groupes finissent par s'affronter directement.

À ses débuts, l'EIIL est plutôt bien accueilli par une partie des rebelles syriens, le groupe étant considéré comme bien organisé et capable d'apporter à la fois un soutien militaire et un savoir-faire technique. Il s'empare très rapidement de zones clés et étend son influence dans la région. Le 30 décembre 2013, la ville irakienne de Fallouja tombe entre ses mains, avec la complicité de tribus locales et d'islamistes révolutionnaires de la province d'Al-Anbar.

En 2014, l'État Islamique s'empare de l'est de la Syrie et du nord-ouest de l'Irak, prenant successivement le contrôle de la province de Raqqa, en janvier, puis de celle de Deir ez-Zor, en juillet, ce qui lui assure une continuité territoriale avec les zones qu'il contrôle déjà en Irak. Le 29 juin 2014, le groupe proclame la restauration du califat et adopte le nom d'État Islamique (EI). En abandonnant les mentions géographiques « Irak » et « Levant », l'EI affiche son ambition mondiale et sa volonté d'étendre son influence à l'ensemble de la *Oumma*.

Depuis ses bases syriennes jusqu'à son implantation dans le nord de l'Irak durant l'été 2014, l'EI a posé les fondations d'un véritable proto-État, doté de son administration, de sa population, de son territoire, de son idéologie et de ses méthodes répressives propres²². Depuis la zone irako-syrienne, le groupe est également parvenu à projeter des attaques terroristes jusqu'en Europe. Son implantation en Syrie lui a ainsi permis de se structurer, de s'entraîner et d'attirer un flux constant de nouvelles recrues.

Des conquêtes aux défaites : la fin du proto-État

À partir de septembre 2014, une coalition internationale anti-État Islamique se forme sous l'égide des États-Unis. Sur le terrain, elle s'appuie principalement sur les Unités de protection du peuple kurde (YPG), qui jouent un rôle déterminant dans la lutte contre le groupe terroriste.

En janvier 2015, les Kurdes remportent une première victoire symbolique à Kobané, avant de reprendre Raqqa en octobre 2017. Le groupe perd alors progressivement du terrain et accumule les revers, jusqu'à sa défaite militaire en mars 2019, avec la chute de son dernier bastion à Baghouz.

Bien que militairement vaincu, l'État Islamique demeure toutefois présent à travers des poches de combattants clandestins disséminées en Syrie. Sa capacité de nuisance reste réelle et les populations continuent d'en payer le prix : des attentats sont encore perpétrés contre les forces kurdes, l'armée syrienne et des civils. Encore à ce jour, le groupe parvient à commettre des attentats.

Le 22 juin 2025, un attentat-suicide frappe l'église Saint-Élie, dans le quartier chrétien de Dweila, à Damas, faisant au moins vingt-cinq morts. Cette attaque, revendiquée au nom de l'État Islamique, démontre que l'organisation, loin d'avoir disparu, demeure capable de frapper durement malgré les frappes aériennes américaines menées depuis la chute de Bachar al-Assad.

²² Olivier Hanne et Thomas Flichy de la Neuville, *État islamique : anatomie du nouveau califat* (Paris : Bernard Giovanangeli, 2014), p. 49.

À RETENIR

À son apogée, en 2014-2015, l'État Islamique contrôlait un territoire comparable en superficie à celui du Royaume-Uni, peuplé de plusieurs millions d'habitants, et avait attiré dans ses rangs plus de quarante mille combattants étrangers venus de plus d'une centaine de pays. Cette capacité d'attraction transnationale, sans équivalent dans l'histoire récente du djihadisme, explique pourquoi la question du devenir des combattants étrangers détenus en Syrie continue de figurer parmi les priorités sécuritaires des chancelleries occidentales comme des nouvelles autorités de Damas.

La Syrie, théâtre de guerres par procuration

La base arrière du Hezbollah libanais et de l'Iran

La Syrie est un allié stratégique historique de l'Iran. Depuis la révolution islamique de 1979, elle est, sous la dynastie Assad, l'un des rares États arabes à avoir soutenu Téhéran, notamment durant la guerre Iran-Irak (1980-1988). Cette alliance repose sur une hostilité partagée envers Israël et l'Occident, ainsi que sur une rivalité commune à l'égard des monarchies du Golfe. La position géographique de la Syrie en fait pour l'Iran un atout majeur dans son affrontement avec l'État hébreu.

Depuis plusieurs années, l'Iran cherche à établir une continuité géographique de son influence, de l'Irak à la Syrie jusqu'au Liban. Ce corridor, surnommé le « croissant chiite », lui permet à la fois d'assurer la fourniture d'armes et de soutien logistique au Hezbollah et de déployer des milices étrangères sous le commandement du Corps des gardiens de la révolution islamique sur le sol syrien. Téhéran y installe des bases et des sites de fabrication d'armement, tout en organisant le transfert de missiles et de drones vers le Liban.

Dans sa confrontation avec Israël, la Syrie occupe ainsi une position stratégique centrale pour l'Iran, qui peut y projeter plus facilement ses capacités. Cette dynamique alimente une véritable guerre par procuration, marquée par des frappes israéliennes quasi quotidiennes contre des positions iraniennes en territoire syrien. Grâce à la Syrie, Téhéran consolide son « axe de la résistance » et conserve la capacité de mener des actions indirectes contre ses adversaires.

Israël perçoit la présence iranienne en Syrie comme une menace existentielle directe. En réponse, l'État hébreu mène depuis 2013 une guerre de l'ombre visant à détruire des convois d'armes, cibler des infrastructures iraniennes et éliminer des cadres militaires de haut rang. Début mai 2013, l'aviation israélienne mène des raids près de l'aéroport de Damas afin de détruire un convoi de missiles Fateh-110, des engins iraniens à longue portée destinés au Hezbollah. L'objectif israélien demeure constant : priver le Hezbollah, tant au Liban qu'en Syrie, de sa capacité de nuisance.

Cette politique de frappes préventives et répétées, poursuivie sur plus d'une décennie sans jamais déboucher sur une guerre ouverte entre les deux pays, illustre une forme de guerre de basse intensité, où Israël cherche à contenir l'ancrage militaire iranien sans provoquer d'escalade régionale incontrôlée. Ce mode opératoire, fondé sur le renseignement et la frappe ciblée a durablement façonné la doctrine militaire israélienne à l'égard de la Syrie et continue de structurer sa posture après la chute du régime Assad, désormais tournée vers la prévention d'un retour de l'influence iranienne plutôt que vers la seule lutte contre le Hezbollah.

Le Kurdistan syrien : menaces de déstabilisation de la Turquie et des groupes terroristes

Le Kurdistan syrien, aussi appelé le « Rojava », désigne la zone majoritairement contrôlée par les Kurdes dans le nord-est du pays. Ce territoire a été créé en juillet 2012 dans le nord et le nord-est de la Syrie. Fruit direct de la guerre civile syrienne et d'un projet politique théorisé de longue date, les Kurdes ont saisi l'opportunité stratégique d'acquérir une véritable autonomie. Cette opportunité a également été permise grâce au retrait, par le dirigeant syrien, de ses troupes des régions du nord afin de concentrer son armée sur des fronts jugés plus critiques notamment à Alep et à Damas.

Depuis novembre 2013, le Rojava dispose de sa propre administration autonome²³, proclamée par le principal parti kurde syrien, le Parti de l'union démocratique (PYD), proche idéologiquement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le Rojava s'étend d'est en ouest le long de la frontière turque ; sa capitale, Qamichli, se situe dans le canton de Djézireh.

Les Kurdes organisent leur administration, autonome, multiconfessionnelle et pluriethnique, autour de trois cantons : Afrine, Kobané et Djézireh²⁴. Chacun est doté d'un gouvernement régional et d'une vingtaine de ministères locaux, une réponse directe au chaos qui ravage le reste du pays²⁵. Pour les Kurdes de Syrie, la guerre civile constitue ainsi une occasion inédite de s'organiser politiquement, territorialement et militairement.

Ce territoire regroupe une grande diversité ethnique et confessionnelle, où se côtoient Kurdes, Arabes, Assyriens, Syriques, Chaldéens, Turkmènes, Arméniens et Tchétchènes. Le 17 mars 2016, les Kurdes de Syrie proclament une entité fédérale démocratique dans les zones sous leur contrôle. Ces derniers demeurent toutefois exposés à de multiples menaces, venues à la fois de la Turquie, du gouvernement syrien et de l'État Islamique qui cherche à profiter du chaos pour étendre son influence. Dans la lutte contre le groupe terroriste, les forces kurdes s'imposent rapidement comme un allié stratégique des Occidentaux. La bataille de Kobané, en 2014, marque le véritable point de départ de l'intérêt de la communauté internationale pour la cause kurde.

Le Rojava subit par ailleurs des attaques répétées en provenance de la Turquie. Depuis 2016, Ankara mène une série d'ingérences militaires et politiques contre le Kurdistan syrien, qu'elle considère comme une menace sécuritaire majeure, en ciblant en particulier les YPG, bras armé des Forces démocratiques syriennes (FDS). La Turquie assimile en effet les YPG à une branche syrienne du PKK, organisation classée terroriste par Ankara, Washington et l'Union européenne, qui mène une guérilla en territoire turc depuis les années 1980.

Ankara s'emploie dès lors à empêcher toute constitution d'une région autonome kurde à sa frontière, susceptible d'inspirer les Kurdes de Turquie. Dès l'été 2016, la Turquie lance l'opération « Bouclier de l'Euphrate », intervenant le 24 août à Jarablos pour reprendre l'un des derniers points de passage de l'État Islamique entre la Syrie et la Turquie²⁶. Cette opération vise en réalité à contenir les milices kurdes, en empêchant toute jonction territoriale entre leurs zones de contrôle et les trois cantons autonomes.

Le 20 janvier 2018, la Turquie lance une nouvelle offensive, baptisée « Rameau d'olivier », afin de reprendre le canton d'Afrine, sous contrôle kurde depuis 2012, avec l'appui de combattants de

²³ Christophe Ayad, « En Syrie, les Kurdes prennent le large », *Le Monde*, 27 novembre 2013.

²⁴ Olivier Piot, *Le peuple kurde, clé de voûte du Moyen-Orient* (Paris : Les petits matins, 2017).

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Olivier D'Auzon, « L'opération "Bouclier de l'Euphrate" vise surtout à contrer l'avancée des Kurdes », *Huffington Post*, 29 août 2016.

l'Armée syrienne libre. Ankara justifie cette opération par des tirs en provenance du canton visant des villes frontalières turques²⁷. La Turquie bénéficie alors d'un soutien russe déterminant. Moscou, qui protégeait jusque-là les YPG, retire ses 300 hommes déployés à Afrine avant le début des combats, laissant le champ libre à l'armée turque²⁸. Ce revirement s'explique en partie par la volonté russe de contrer l'influence américaine, alors alliée des Kurdes, et de s'affirmer comme puissance arbitre sur l'échiquier syrien. En deux mois, les forces turques et leurs supplétifs syriens prennent le contrôle de l'ensemble du canton.

Cette offensive a toutefois pour effet collatéral de mobiliser les forces kurdes à Afrine, laissant le champ libre aux djihadistes pour reprendre du pouvoir dans d'autres zones. Les Kurdes de Syrie se retrouvent ensuite progressivement isolés à mesure que les États-Unis amorcent leur retrait. Après l'annonce, le 19 décembre 2018, du retrait des troupes américaines de Syrie, la Turquie s'organise pour intervenir directement contre les forces kurdes, qui se sentent rapidement abandonnées et prises en étau entre Ankara, Damas et les derniers réduits djihadistes. Le retrait devient effectif à l'automne 2019. Donald Trump annonce, en octobre, le début du retrait des troupes américaines engagées dans l'opération *Inherent Resolve*²⁹. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan saisit alors l'occasion. Le 9 octobre 2019, il lance l'offensive « Source de paix » dans le nord-est syrien, contre les forces kurdes, dans la continuité des deux précédentes interventions turques de 2016 et 2018³⁰.

OBJECTIFS DE LA TURQUIE AU KURDISTAN SYRIEN

- Empêcher la constitution d'une région autonome kurde à sa frontière méridionale, susceptible d'inspirer les Kurdes de Turquie.
- Établir une zone tampon sous contrôle turc afin d'éloigner les forces kurdes de la frontière.
- Y réinstaller une partie des réfugiés syriens présents en Turquie.

Selon Dorothee Schmid, chercheuse à l'Institut français des relations internationales (Ifri), cette offensive répond à plusieurs objectifs pour Ankara. Il s'agit d'abord d'empêcher les forces kurdes de consolider leur position politique, en évitant que le Rojava ne prospère au point de négocier un statut spécial avec Damas, ce qui pourrait raviver les aspirations des Kurdes de Turquie. Erdoğan cherche également à établir, côté syrien de la frontière, une zone tampon contrôlée par l'armée turque, où il espère réinstaller une partie des quatre millions de réfugiés syriens accueillis en Turquie depuis 2011, dans un contexte de montée du sentiment anti-syrien lié à la dégradation économique du pays.

Toutefois, depuis la chute de Bachar al-Assad fin 2024 et la prise de pouvoir par Ahmed al-Charaa, les Kurdes de Syrie subissent une phase de mutation de leur souveraineté territoriale. L'accord conclu le 10 mars 2025 entre Ahmed al-Charaa et le commandant des FDS, Mazloum Abdi, constitue un tournant dans la réintégration du nord-est syrien au sein de l'autorité centrale, tout en reconnaissant officiellement les droits du peuple kurde. Il est salué comme une avancée significative vers la stabilisation de la Syrie post-Assad, dans un contexte de tensions persistantes avec les forces pro-Assad.

²⁷ « Que se passe-t-il au Rojava ? Entretien avec le conseil démocratique kurde en France », *Ballast*, 30 janvier 2018.

²⁸ « Comment les États-Unis ont laissé tomber les Kurdes », *Le Point*, 25 janvier 2018.

²⁹ Xavier Marié, « Syrie : flou persistant autour du retrait des forces américaines », NEMROD, Enjeux contemporains de défense et de sécurité.

³⁰ Alexis Feertchak, « Avec l'intervention turque, comprendre le rôle des principaux acteurs en Syrie », *Le Figaro*, octobre 2019.

Depuis janvier 2026, les prisons et les camps de prisonniers abritant des combattants de l'État Islamique et leur famille, jusqu'alors détenus par les Kurdes, sont aux mains du nouveau gouvernement syrien. Ce transfert de gestion a constitué un tournant sécuritaire majeur puisque cela se traduit par la fin de l'autonomie kurde. De nombreux combattants djihadistes ont réussi à prendre la fuite, amplifiant le risque de reconstitution de poches de djihadistes. Au sein de la prison de Shadadi, pas moins de 120 combattants de l'État Islamique sont parvenus à s'enfuir. Il en est de même au sein du camp d'al-Hol.

En août 2026, les FDS ont annoncé la dissolution de leurs forces armées à la suite des accords d'intégration et de compromis négociés avec les autorités de Damas. En outre, les FDS cessent d'exister en tant que force armée indépendante et s'intègrent au sein de l'armée régulière syrienne. Cela marque la fin de l'autonomie politique du Rojava. En échange, les Kurdes sont censés bénéficier de droits culturels et civiques, comme la reconnaissance de la langue kurde, l'octroi de la nationalité syrienne aux Kurdes qui en étaient privés et leur intégration au sein des structures du nouveau pouvoir syrien.

L'affrontement entre Téhéran et Riyad

L'Iran et l'Arabie saoudite ne se sont jamais affrontés directement en Syrie par des moyens militaires classiques, mais y ont mené une guerre par procuration inscrite dans une rivalité régionale plus large pour la domination du Moyen-Orient.

L'Iran poursuit en Syrie plusieurs objectifs : maintenir son axe chiite, protéger son corridor stratégique reliant Téhéran, Bagdad, Damas et Beyrouth, et exploiter la position géostratégique syrienne dans son affrontement avec Israël. À l'inverse, l'Arabie saoudite soutient dès le début de la révolution les rebelles sunnites, dans le but d'affaiblir son rival régional chiite. Dès 2011, Riyad apporte un appui financier, logistique et parfois militaire à des groupes rebelles comme l'Armée de l'Islam ou le Front du Levant.

Cette rivalité par procuration revêt plusieurs dimensions. Elle est d'abord militaire, à travers le soutien saoudien aux groupes islamistes sunnites. Elle se joue également sur le terrain médiatique, avec une propagande anti-Assad et une intense bataille d'influence lors des conférences de paix organisées sans la participation du régime syrien. Elle relève enfin d'une dimension plus large, idéologique, où l'affrontement chiite-sunnite recouvre une lutte pour le leadership régional, dans laquelle chaque camp mobilise tous les moyens disponibles pour affaiblir son rival.

Une dynamique comparable s'observe au Yémen, où les deux puissances se livrent une guerre par procuration similaire. L'Arabie saoudite y intervient militairement depuis 2015 pour soutenir le gouvernement reconnu internationalement, à travers des frappes aériennes, des opérations terrestres et un blocus maritime, tandis que l'Iran soutient la rébellion houthiste, en guerre contre le pouvoir central depuis 2014. Téhéran fournit aux Houthis un appui militaire, financier et logistique substantiel, incluant la livraison de missiles balistiques, de drones et de munitions, ainsi qu'une assistance technique et une formation au combat. En retour, les Houthis ont mené plusieurs attaques contre des infrastructures pétrolières et aéroportuaires saoudiennes.

En mars 2023, un changement de paradigme s'opère avec le rapprochement diplomatique entre Riyad et Téhéran, négocié sous l'égide de la Chine. Ce rapprochement s'accompagne d'un retour progressif de Damas sur la scène diplomatique. Cette démarche est soutenue par l'Arabie saoudite, qui ne cherche plus à renverser le régime syrien mais à contenir l'influence iranienne par d'autres moyens.

Ce basculement, négocié à Pékin en mars 2023, marque également l'émergence d'un acteur jusqu'à périphérique dans les équilibres syriens : la Chine. Sans intervenir directement dans le conflit, Pékin s'est positionné comme médiateur entre les deux puissances rivales du Golfe et de la Ghouta persane, profitant de ce qui est alors perçu comme un désengagement relatif de Washington vis-à-vis des dossiers de sécurité régionale. Ce rapprochement sino-saoudo-iranien, pour spectaculaire qu'il ait été sur le plan diplomatique, ne s'est toutefois pas traduit par une désescalade durable. La chute du régime Assad, dix-huit mois plus tard, rebat à nouveau l'ensemble des cartes régionales au détriment de Téhéran.

De la réhabilitation de Bachar al-Assad dans la Ligue arabe à sa destitution

Le retour de Bachar al-Assad sur la scène diplomatique

En novembre 2011, à la suite de la répression sanglante du soulèvement, la Syrie est suspendue de la Ligue arabe. En février 2012, les six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) décident à leur tour de rappeler leurs ambassadeurs de Damas. Bachar al-Assad se retrouve rapidement isolé sur la scène internationale, plusieurs pays occidentaux et arabes rompant ou gelant leurs relations diplomatiques avec la Syrie. Cette mise à l'écart perdure pendant de nombreuses années. Il faut attendre 2018 pour que la tendance s'inverse et que Damas recouvre progressivement une place dans le jeu diplomatique régional.

À partir de cette date, plusieurs évolutions se conjuguent au sein du monde arabe. La reconquête militaire progressive du territoire par le régime, appuyé par la Russie et l'Iran, pousse certains États arabes à reconsidérer leur position à l'égard d'Assad, dont ils comprennent qu'il faudra désormais composer avec lui en dépit de l'ensemble des exactions commises. La réouverture de l'ambassade émiratie à Damas, le 27 décembre 2018, initie ce mouvement. Bahreïn et la Jordanie rétablissent ensuite, à leur tour, des contacts diplomatiques.

Le 7 mai 2023, la Ligue arabe vote la réintégration de la Syrie, douze ans après sa suspension. Cette décision est soutenue par l'Arabie saoudite malgré les réticences initiales du Qatar. Damas retrouve ainsi son siège au sein de l'organisation, marquant son retour officiel sur la scène internationale. Le 19 mai 2023, Bachar al-Assad assiste au sommet de la Ligue arabe à Djeddah. Ce retour progressif, amorcé dès 2018 et consacré par la réintégration de 2023, constitue un tournant significatif dans la géopolitique régionale. Il entérine la victoire politique et militaire du régime syrien et acte l'échec des tentatives de changement de régime portées par une partie de la communauté internationale. Il traduit également une redéfinition plus large des équilibres d'influence au Moyen-Orient.

Au-delà des succès militaires du régime, plusieurs facteurs expliquent ce revirement des pays arabes. Pour beaucoup d'entre eux, la chute d'Assad n'apparaît plus, à ce stade, comme une hypothèse crédible ; il devient donc nécessaire de composer avec lui et de l'associer aux processus régionaux, qu'il s'agisse des réfugiés, de la sécurité ou de la reconstruction. Par ailleurs, la lutte contre le trafic de Captagon, une drogue de synthèse produite massivement en Syrie et diffusée dans l'ensemble du

Moyen-Orient, constitue également un motif de rapprochement. Des pays comme la Jordanie ou l'Arabie saoudite y voient un intérêt direct à coopérer avec Damas.

La dimension économique de ce rapprochement mérite d'être soulignée. Sous embargo occidental depuis le début des années 2000, puis frappée par les sanctions Caesar adoptées par les États-Unis en 2019 et entrées en vigueur en 2020, l'économie syrienne s'est structurée autour de circuits parallèles échappant au contrôle international. Le Captagon est une drogue de synthèse produite dans des laboratoires clandestins adossés à l'appareil sécuritaire du régime. Le trafic de cette drogue aurait rapporté au régime près de 10 milliards de dollars par an selon plusieurs estimations, faisant de la Syrie de Bachar al-Assad un véritable narco-État au cœur du Moyen-Orient. Pour les monarchies du Golfe, confrontées à l'afflux de cette drogue sur leur propre territoire, la coopération sécuritaire avec Damas est ainsi devenue un impératif pragmatique, davantage qu'un geste de réhabilitation politique.

D'autres États arabes espèrent, en réintégrant la Syrie, contenir l'influence iranienne sur le régime. Les États-Unis et l'Union européenne, en revanche, restent fermement opposés à toute normalisation, tandis que l'opposition syrienne dénonce un retour perçu comme une trahison au motif que le régime demeure illégitime à ses yeux.

Ce retour sur la scène diplomatique illustre ainsi un tournant pragmatique dans la politique arabe régionale. Bien que Bachar al-Assad reste une figure controversée, accusée de crimes de guerre, plusieurs États arabes privilégient alors la stabilité et leurs intérêts stratégiques au détriment de considérations morales. La Syrie n'est pas réintégrée parce qu'elle aurait changé, mais parce que ses voisins ont besoin de composer avec elle.

Cette normalisation allait pourtant être remise en cause dès décembre 2024, avec la chute soudaine du régime. Avec le recul, cette réintégration diplomatique aura constitué un tournant en trompe-l'œil. Loin d'annoncer une stabilisation durable de la Syrie de Bachar al-Assad, elle aura surtout révélé la fragilité d'un pouvoir extérieurement rétabli dans ses attributs diplomatiques mais intérieurement rongé par l'effondrement économique, l'épuisement de son armée et la dépendance croissante envers des alliés eux-mêmes fragilisés.

Le renversement et la prise de pouvoir par une coalition de groupes rebelles

Fin novembre 2024, une coalition de groupes rebelles lance une offensive surprise depuis la région d'Idlib, dernier bastion de l'opposition dans le nord-ouest du pays. Dès le 27 novembre, cette coalition, emmenée par Hayat Tahrir al-Cham (HTC), réalise une percée fulgurante. HTC, dominée par Jabhat Fatah al-Sham, elle-même héritière de l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, Jabhat al-Nosra, s'empare successivement d'Alep, de Homs et de Hama, avant d'atteindre Damas.

RETOUR SUR L'AVANCÉE ÉCLAIR DU GROUPE

Le 27 novembre 2024, la coalition rebelle s'empare d'Alep, deuxième métropole du pays, avant de gagner d'autres villes stratégiques. Homs tombe le 7 décembre. Dans la nuit du 7 au 8 décembre, HTC et ses alliés s'emparent de Damas, provoquant la fuite de Bachar al-Assad, au pouvoir depuis vingt-quatre ans, et mettant fin à plus de cinquante ans de règne du clan Assad.

En moins de deux semaines, cette coalition parvient à faire tomber le régime et à s'emparer des principales villes du pays. Elle profite d'un contexte géopolitique particulièrement favorable, les deux

alliés historiques de Damas, l'Iran et la Russie, étant alors considérablement affaiblis : le premier par son affrontement direct avec Israël, la seconde par la guerre qu'elle mène en Ukraine. S'ouvre alors, pour le pays, un nouveau départ, dont la concrétisation dépendra de la conduite d'une transition politique réellement pacifique.

Cette coalition, portée par HTC et son chef Ahmed al-Charaa, cherche depuis plusieurs années à se donner une image de respectabilité et à apparaître comme un acteur modéré. Pendant sept ans, le groupe a administré la poche d'Idlib, en y consolidant progressivement son emprise à partir de 2017, puis plus nettement encore en 2019. Dès 2018, il y met en place un embryon d'administration civile, doté de ses propres lois, de sa police, de son armée et de ses universités. En janvier 2019, HTC prend le contrôle quasi total de la province, y compris de ses institutions civiles, à l'issue d'affrontements avec des groupes soutenus par la Turquie.

Dans sa gestion du territoire, HTC entend imposer une gouvernance islamique tout en se distinguant de l'État Islamique, afin d'éviter toute intervention internationale directe. Les deux organisations ne partagent d'ailleurs pas les mêmes objectifs. HTC adopte une approche nationaliste centrée sur la Syrie, quand l'EI poursuit un projet mondialiste d'un califat global. Classé organisation terroriste par plusieurs États, HTC s'efforce néanmoins de se repositionner comme un acteur syrien « modéré » par comparaison avec l'État Islamique. Il a rompu ses liens avec Al-Qaïda, réprimé des cellules de l'EI présentes sur son territoire et engagé un dialogue prudent avec certains acteurs locaux et internationaux.

LA CRÉATION DU GROUPE HAYAT TAHRIR AL-CHAM

En janvier 2017, le groupe Fatah al-Sham fusionne avec plusieurs autres formations islamistes pour former Hayat Tahrir al-Cham, alors dirigé par Abou Mohammed al-Jolani. Ses objectifs affichés : unifier les groupes islamistes sous une même bannière, se dissocier d'Al-Qaïda pour mener un agenda propre, et parvenir au contrôle du nord-ouest syrien afin d'y créer une zone autonome.

Aujourd'hui, le nouveau dirigeant syrien souhaite apparaître comme un réformateur et tente d'unifier le pays. Ancien membre d'Al-Qaïda, il rompt ses liens avec l'organisation dès 2016 et adopte un discours plus inclusif, se présentant comme respectueux des institutions et des minorités, avec pour ambition affichée l'unification du territoire syrien. De nombreuses incertitudes demeurent néanmoins quant à la suite des événements, tant le pays reste profondément fracturé.

Al-Charaa tente pour l'heure de rassurer et promet une transition pacifique incluant l'ensemble des minorités. Ce pari s'annonce toutefois délicat au regard des tensions persistantes. Début mars 2025, de violents affrontements éclatent dans l'ouest du pays entre partisans de Bachar al-Assad et forces de sécurité, faisant plus de 1 500 morts selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, dont une large majorité issue de la minorité alaouite. Il s'agit des violences les plus meurtrières depuis la chute du régime. Le nouveau pouvoir met en place une commission d'enquête. Ces violences illustrent les difficultés considérables auxquelles se heurte la nouvelle administration, héritières d'années de fractures confessionnelles.

Les enjeux sécuritaires, politiques, sociaux et économiques en Syrie

Les défis restent nombreux en Syrie, aussi bien dans la reconstruction que dans la pacification du pays. Assurer la stabilité de la Syrie et plus largement de la région, suppose la conduite d'une transition politique véritablement pacifique, ainsi que le démantèlement de l'économie souterraine et la reconstruction des institutions.

- **Les enjeux économiques et sociaux de la reconstruction**

Sur le plan matériel, l'ampleur des destructions est considérable. Selon une évaluation publiée par la Banque mondiale en octobre 2025, le coût de la reconstruction syrienne est estimé à 216 milliards de dollars, dont 82 milliards pour les seules infrastructures, 75 milliards pour l'habitat résidentiel et 59 milliards pour les bâtiments non résidentiels, écoles, hôpitaux et administrations. Ce montant représente près de dix fois le produit intérieur brut syrien de 2024, lui-même divisé par trois par rapport à son niveau d'avant-guerre. La levée des sanctions américaines, annoncée en mai 2025, ouvre certes une fenêtre de financement inédite, mais elle ne suffira pas, à elle seule, à combler un tel déficit sans un engagement massif et coordonné des bailleurs internationaux, occidentaux comme régionaux. Les nouvelles autorités syriennes devront par ailleurs démontrer leur capacité à endiguer les circuits économiques parallèles hérités du régime précédent, au premier rang desquels le trafic de Captagon, pour espérer restaurer la confiance des investisseurs et des institutions financières internationales.

- **Les enjeux sécuritaires liés à la menace terroriste**

Si une instabilité politique venait à s'installer durablement, des groupes comme l'État Islamique ou Al-Qaïda pourraient en tirer profit et reconstituer, à terme, une partie de leurs capacités opérationnelles. Ils pourraient également exploiter le vide sécuritaire pour reconquérir du territoire, notamment autour des gisements pétroliers et gaziers des gouvernorats de Deir ez-Zor et de Hassaké.

Pour l'Europe, cela pourrait se traduire par de nouveaux attentats projetés, c'est-à-dire planifiés et organisés depuis la Syrie et perpétrés par des membres du groupe terroriste envoyés dans des pays étrangers. Redevenu un groupe insurrectionnel clandestin, depuis la perte de son dernier bastion à Baghouz en 2019, l'Etat Islamique conserve encore certaines poches d'implantation, notamment dans le désert de Badiya. La menace d'une reconstitution de sa capacité à projeter des attaques, sur le modèle de celles du 13 novembre 2015 organisées depuis la Syrie, demeure donc réelle.

Comme le souligne le chercheur Asiem el Difraoui, la prise de Damas par HTC a montré aux autres mouvances djihadistes qu'une prise de pouvoir demeure possible³¹. Si l'influence de l'État Islamique ou d'autres groupes terroristes venait à croître de nouveau significativement, un déploiement militaire américain en Syrie n'est pas à exclure. De même, toute menace directe pesant sur Israël depuis le territoire syrien entraînerait une réaction américaine et israélienne.

En anticipation d'une éventuelle résurgence djihadiste, les forces américaines ont mené, le 8 décembre 2024, des frappes aériennes contre soixante-quinze cibles de l'État Islamique en Syrie. Washington a par ailleurs poursuivi, tout au long de l'année 2025, des frappes de drones quasi quotidiennes dans la région d'Idlib, ciblant en particulier Hurras al-Din, filiale d'Al-Qaïda en Syrie,

³¹ « La prise de Damas est un événement majeur pour l'évolution du djihadisme et de l'islamisme à l'échelle mondiale », entretien avec Asiem El Difraoui, *Le Grand Continent*, 12 décembre 2024.

jusqu'à sa dissolution le 28 janvier 2025³². Le 30 janvier, l'armée américaine a ainsi tué l'un des hauts responsables de l'organisation, Muhammad Salah al-Za'bir.

- **Le risque de l'utilisation de la Syrie comme base arrière de l'Iran**

Pour l'État hébreu, la chute du dictateur syrien constitue une victoire en demi-teinte. Elle marque d'abord un soulagement, la Syrie ayant longtemps servi de point d'appui à l'axe iranien et permis l'implantation du Hezbollah sur son sol. Les attaques menées par procuration depuis le territoire syrien perdent ainsi une grande partie de leur pertinence, dans un contexte d'affaiblissement de Téhéran.

Toutefois, l'incertitude qui entoure l'avenir du pays suscite une véritable inquiétude côté israélien, qui multiplie les mesures de précaution. Dès la chute du dictateur syrien, le Premier ministre Benjamin Netanyahu lance l'opération « Flèche du Bachan » en ordonnant à son armée de prendre le contrôle de la zone tampon du plateau du Golan, à la frontière syrienne. Israël mène ensuite des frappes préventives contre des sites de stockage d'armes chimiques et de missiles à longue portée, par crainte que ce matériel ne tombe entre les mains de groupes hostiles à sa sécurité.

Depuis le 8 décembre, l'État hébreu multiplie les frappes en Syrie afin de capitaliser sur la chute d'Assad, Benjamin Netanyahu se montrant sceptique quant à la mue affichée par HTC. Israël souhaite en particulier établir une zone démilitarisée au sud de la Syrie, afin de prévenir toute infiltration ou nouvelle attaque contre son territoire. Si les nouvelles autorités syriennes venaient à autoriser un retour de l'influence iranienne, une riposte israélienne apparaît quasi certaine.

LES DÉFIS MAJEURS POUR PARVENIR À UNE STABILITÉ DURABLE

- Conduire une transition politique réellement pacifique.
- Assurer la protection de l'ensemble des minorités présentes dans le pays.
- Empêcher le renforcement des cellules de l'État Islamique encore actives sur le territoire.
- Empêcher la prise de contrôle d'armes chimiques par des groupes terroristes.
- Maintenir un dialogue stable avec les nouveaux partenaires régionaux de la Syrie.
- Démanteler l'économie souterraine et remettre en marche les institutions du pays.

Les gagnants et les perdants de la chute du régime de Bachar al-Assad

L'Arabie saoudite et la Turquie, une situation à leur profit

- **L'Arabie saoudite**

Depuis plusieurs années, l'Arabie saoudite s'est imposée comme un acteur stratégique de premier plan au Moyen-Orient et, plus largement, sur la scène internationale. La Syrie de Bachar al-Assad étant un allié historique de l'Iran, la chute du régime constitue pour Riyad une opportunité dans sa rivalité

³² Wassim Nasr, conférence à l'École de guerre, « Syrie, Sahel : mutations du djihadisme », 25 février 2025.

régionale avec Téhéran. Cet effondrement, conjugué à l'affaiblissement du Hezbollah au Liban et des Houthis au Yémen, porte un coup sévère au « croissant chiite » et à l'ensemble de ses relais.

Le nouveau pouvoir syrien pourrait ainsi développer des liens privilégiés avec Riyad, d'autant que le nouveau président syrien est né en Arabie saoudite. Son père, Hussein al-Charaa, militant nationaliste arabe, y avait trouvé refuge après avoir été persécuté par le régime baasiste. Cette histoire familiale a contribué à tisser des liens personnels et idéologiques entre al-Charaa et le royaume.

Ahmed al-Charaa a d'ailleurs choisi l'Arabie saoudite pour sa première visite officielle à l'étranger, en février 2025, où il a rencontré le prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS). Cette rencontre a ouvert la voie à une coopération renforcée entre les deux pays, centrée sur la reconstruction syrienne et la stabilisation régionale, Riyad s'étant engagée à soutenir Damas par une aide humanitaire et des investissements dans l'énergie, les infrastructures et l'agriculture. L'Arabie saoudite semble ainsi considérer al-Charaa comme un acteur pragmatique, capable à la fois de stabiliser la Syrie et de contenir l'influence iranienne dans la région.

- **La Turquie**

La chute du régime syrien renforce également la sphère d'influence turque, Ankara ayant soutenu de longue date différents groupes rebelles, en particulier HTC, dont les intérêts convergent désormais bien davantage avec les siens que ceux de la Syrie d'Assad, jugée antagoniste. La Turquie pourrait ainsi consolider son contrôle sur les zones frontalières et réinstaller une partie des 3,6 millions de réfugiés syriens présents sur son sol, un enjeu politique majeur pour Erdoğan.

Depuis 2019, HTC a toléré l'installation de forces turques dans les zones qu'il contrôle, les deux acteurs gérant de fait une cohabitation à Idlib, chacun cherchant à contenir le régime de Damas et à éviter l'effondrement de la poche rebelle. Selon toute vraisemblance, Ankara aurait encouragé HTC à modérer son image, notamment via la mise en place d'un « gouvernement de salut », afin de priver la Russie et le régime syrien de tout prétexte à une offensive d'ampleur contre Idlib. Les relations entre la Turquie et HTC demeurent néanmoins complexes et évolutives, oscillant entre hostilité prudente, coordination de fait et coexistence tactique.

Cette proximité turco-syrienne naissante ne va toutefois pas sans tensions latentes. Ankara devra en effet arbitrer entre son soutien à un pouvoir central fort à Damas, seul à même de garantir le retour des réfugiés syriens présents sur son sol.

La perte stratégique pour la Russie et l'Iran

- **La Russie**

Pour Moscou, la chute du régime syrien constitue un échec, qui donne le sentiment que le Kremlin n'est plus en mesure de protéger ses partenaires. Enlisée en Ukraine, la Russie ne peut mener plusieurs guerres de front à la fois et la chute de Damas prive le Kremlin d'un point d'appui pivot au Moyen-Orient.

Ses bases de Tartous et de Hmeimim, en région de Lattaquié, donnent sur la Méditerranée et constituent des points de ravitaillement essentiels pour les opérations militaires russes en Afrique. Moscou tente désormais de préserver ses intérêts, en engageant un dialogue avec les nouvelles

autorités syriennes afin de conserver ces implantations militaires. Le Kremlin aurait ainsi noué des contacts avec plusieurs groupes rebelles dans l'espoir de sauvegarder sa présence dans la région.

En août 2026, la Syrie et la Russie ont conclu un mémorandum d'entente crucial portant sur la réorganisation de la présence militaire russe. Ce pacte consacre un retrait presque définitif des forces russes, qui comptaient autrefois plus d'une centaine de positions en Syrie. Ahmed al-Charaa a consenti à ce que la Russie conserve ses deux installations stratégiques majeures : la base navale de Tartous et la base aérienne de Hmeimim.

Un changement d'orientation ultérieur du pouvoir syrien pourrait néanmoins conduire à l'abandon de ces bases, ce qui constituerait une perte considérable pour Moscou, seule implantation militaire russe au Moyen-Orient, et marquerait la fin de cinquante ans de présence russe dans la région.

- **L'Iran**

Dès le début du conflit, l'Iran est venu au secours de Bachar al-Assad, par un soutien à la fois politique, économique et militaire. Téhéran perd aujourd'hui l'un de ses principaux piliers régionaux.

Dès son arrivée au pouvoir, le nouveau dirigeant Ahmed al-Charaa a fermement rejeté l'ingérence de Téhéran et le lien historique qui existait jusqu'alors. Il a par ailleurs ordonné la fermeture immédiate de toutes les bases, centres culturels et bureaux affiliés aux Gardiens de la révolution iraniens sur le sol syrien.

En l'espace de quelques mois, l'Iran a vu ses alliés successivement affaiblis : le Hezbollah par son affrontement avec Israël, puis la Syrie par l'offensive rebelle. Le régime iranien se retrouve dans une position de faiblesse inédite, à un moment où sa situation intérieure reste elle-même fragilisée par des vagues de contestations.

Pendant deux décennies, la République islamique a cherché à bâtir un glacis défensif et offensif face à ses adversaires. Le Hezbollah, en particulier, dépend du corridor terrestre syrien pour son ravitaillement en armes : sans Assad, ce soutien logistique s'effondre. La perte de son allié historique marque ainsi un coup dur pour Téhéran, confronté à une montée en puissance des acteurs sunnites de la région, largement hostiles à son influence.

Les incertitudes quant à l'avenir du Moyen-Orient

Pour Israël comme pour les pays de l'Union européenne, de nombreuses inquiétudes demeurent. Depuis les attaques du 7 octobre 2023, Israël frappe partout où se trouvent les alliés du Hamas, y compris en Syrie. Les bombardements israéliens y ont sensiblement affaibli le Hezbollah et les milices iraniennes, entravant leur capacité militaire à l'intérieur même du pays. La possibilité de voir les arsenaux de l'ancienne armée syrienne tomber aux mains de groupes terroristes suscite une vive inquiétude côté israélien.

L'armée israélienne continue ainsi d'étendre son emprise sur le territoire syrien, à travers une campagne de bombardements ciblant les installations militaires du pays. Avec HTC au pouvoir, Israël fait pour la première fois face, à sa frontière, à un régime issu directement de la mouvance salafiste-djihadiste. Cette situation inédite depuis la création de l'État hébreu fait planer un risque, même limité, d'infiltrations ou d'attaques transfrontalières depuis le Golan syrien.

Si l'État Islamique venait à se renforcer de nouveau militairement, il pourrait chercher à frapper Israël directement, voire à reconstituer sa capacité à projeter des attaques vers l'Union européenne, comme il l'avait fait en 2015. Parallèlement, l'instabilité persistante fait peser un risque de crise

migratoire important. De nombreux Syriens fuient déjà certaines zones, en particulier des minorités alaouites, chrétiennes et druzes, mais aussi d'anciens fonctionnaires du régime et des civils hostiles à toute forme de fondamentalisme. Ces minorités demeurent exposées à des risques de persécutions, déplacements forcés, voire violences ciblées.

Conclusion

L'une des principales erreurs de Bachar al-Assad aura été de croire que la Syrie échapperait aux Printemps arabes. Convaincu qu'une répression rapide et brutale suffirait à décourager les premiers manifestants, il a en réalité obtenu l'effet inverse. La militarisation de la répression a poussé les Syriens à s'organiser, s'armer et combattre un régime qu'ils espéraient renverser. Le vide sécuritaire et la fragmentation progressive du territoire ont ensuite permis la montée en puissance d'organisations terroristes comme l'État Islamique ou Al-Qaïda. Face à la multiplication des fronts, Bachar al-Assad a pu s'appuyer sur ses deux alliés historiques, l'Iran et la Russie, qui l'ont aidé à se maintenir au pouvoir et à reconquérir progressivement une partie du territoire perdu. Mis au ban de la communauté internationale dès les premiers mois du soulèvement, il finira par être réintégré au sein de la Ligue arabe, douze ans plus tard, en 2023.

Malgré ces succès militaires et cette reconquête diplomatique, Bachar al-Assad n'est pas parvenu à se maintenir au pouvoir. En 2024, un tournant géopolitique majeur met fin à plus de cinquante ans de dictature, sous les coups d'une coalition de groupes islamistes rebelles emmenée par Hayat Tahrir al-Cham et son chef, Ahmed al-Charaa. La mue idéologique opérée par ce dernier au cours des dernières années a permis une reprise lente et progressive des relations diplomatiques avec d'autres pays, qui restent néanmoins prudents. Le nouvel homme fort de Damas se veut rassurant et promet un gouvernement inclusif et fédérateur. La tâche s'annonce pourtant ardue, tant les défis auxquels doit faire face la Syrie demeurent nombreux. Depuis la chute de Bachar al-Assad, les tensions restent vives et la paix, plus qu'incertaine, comme en témoigne l'épisode particulièrement meurtrier de mars 2025 contre la communauté alaouite.

Cet événement n'était, à bien des égards, pas totalement imprévisible. Ce cycle de violence, sans précédent depuis la chute du régime, figurait parmi les scénarios redoutés par les nouvelles autorités syriennes elles-mêmes. Les minorités demeurent inquiètes pour leur sécurité et la communauté internationale redoute de nouveaux épisodes de violence. Malgré les incertitudes qui subsistent sur l'avenir du pays et sur la nature de sa gouvernance, les États-Unis ont décidé, le 13 mai 2025, de lever leurs sanctions contre la Syrie. Le lendemain, Donald Trump rencontrait à Riyad Ahmed al-Charaa afin d'engager un processus de normalisation entre les deux pays.

Dans la guerre directe qui a opposé l'Iran à Israël à partir du 13 juin 2025, la Syrie est restée en retrait, s'abstenant de condamner les frappes israéliennes. Ce choix de neutralité traduit avant tout la volonté du nouveau pouvoir d'éviter tout risque de représailles. La Syrie demeure ainsi, pour l'heure, largement spectatrice des reconfigurations stratégiques qui se jouent à ses frontières.

Au terme de cette séquence de plus de treize années, la Syrie apparaît à la fois comme le miroir et le laboratoire des reconfigurations du Moyen-Orient contemporain. Miroir, parce que chacune des grandes rivalités régionales, entre chiïtes et sunnites, entre Ankara et les Kurdes, entre Téhéran et Tel-Aviv, s'y est retrouvée condensée et exacerbée. Laboratoire, parce que la chute d'un régime que beaucoup jugeaient indéboulonnable a démontré, une fois de plus, combien la solidité apparente des pouvoirs autoritaires peut se révéler trompeuse lorsque leurs soutiens extérieurs viennent eux-mêmes à vaciller. La trajectoire du nouveau pouvoir syrien, entre promesses d'ouverture et tentations autoritaires, entre quête de reconnaissance internationale et poids d'un passé jihadiste qui continue de peser sur sa crédibilité, déterminera dans les prochaines années si la Syrie parvient enfin à sortir du cycle de violence qui l'a façonnée depuis 2011, ou si elle demeure, comme tant de fois par le passé, l'otage des ambitions de ses voisins.

Annexe

Frise chronologique simplifiée des processus de paix en Syrie

- 2011 - Début de la guerre civile syrienne.
- 2012 - Genève I : communiqué pour une transition politique ; échec, faute d'accord sur le sort d'Assad.
- 2013 - Intensification du conflit ; usage d'armes chimiques à la Ghouta.
- 2014 - Genève II : pourparlers entre régime et opposition sous l'égide de l'ONU ; échec, faute de compromis sur la transition.
- 2015 - Résolution 2254 de l'ONU : cadre pour une transition politique et un cessez-le-feu, appel à des négociations inter-syriennes.
- 2017 - Début du processus d'Astana (Russie, Iran, Turquie) : zones de désescalade et stabilité militaire.
- 2018 - Conférence de Sotchi : accord pour la création d'une Commission constitutionnelle syrienne.
- 2019 - Début des travaux, à Genève, de la Commission constitutionnelle ; très peu de progrès.
- 2020-2024 - Négociations au point mort, *statu quo* militaire.
- 2024-2025 - Tentatives de relance du processus politique sous l'égide de l'ONU et par des efforts régionaux, dont la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue arabe.

Bibliographie

- Amara, Sofia. *Infiltrée dans l'enfer syrien : du Printemps de Damas à l'État islamique*. Paris : Stock, 2014.
- Ayad, Christophe. « En Syrie, les Kurdes prennent le large ». *Le Monde*, 27 novembre 2013.
- Baczko, Adam, Gilles Dorronsoro, et Arthur Quesnay. *Syrie : anatomie d'une guerre civile*. Paris : CNRS Éditions, 2016.
- Balanche, Fabrice. « Syrie : guerre civile et internationalisation du conflit ». *Eurorient* 49 (2013) : 14-30. halshs-00841955.
- « Comment les États-Unis ont laissé tomber les Kurdes ». *Le Point*, 25 janvier 2018.
- D'Auzon, Olivier. « L'opération "Bouclier de l'Euphrate" vise surtout à contrer l'avancée des Kurdes ». *Huffington Post*, 29 août 2016.
- Duclos, Michel. *Syrie : en finir avec une guerre sans fin*. Note. Institut Montaigne, juin 2017.
- Feertchak, Alexis. « Avec l'intervention turque, comprendre le rôle des principaux acteurs en Syrie ». *Le Figaro*, octobre 2019.
- Hanne, Olivier, et Thomas Flichy de la Neuville. *État islamique : anatomie du nouveau califat*. Paris : Bernard Giovanangeli, 2014.
- Majed, Ziad. *Syrie, la révolution orpheline*. Arles : Sindbad/Actes Sud, coll. « L'Orient des livres », 2013.
- Marié, Xavier. « Syrie : flou persistant autour du retrait des forces américaines ». NEMROD, Enjeux contemporains de défense et de sécurité.
- Nasr, Wassim. « Syrie, Sahel : mutations du djihadisme ». Conférence à l'École de guerre, 25 février 2025.
- Piot, Olivier. *Le peuple kurde, clé de voûte du Moyen-Orient*. Paris : Les petits matins, 2017.
- « La prise de Damas est un événement majeur pour l'évolution du djihadisme et de l'islamisme à l'échelle mondiale ». Entretien avec Asiem El Difraoui. *Le Grand Continent*, 12 décembre 2024.
- « Que se passe-t-il au Rojava ? Entretien avec le conseil démocratique kurde en France ». *Ballast*, 30 janvier 2018.
- « Syrie : dix ans de guerre – Le Dessous des cartes ». Arte, 12 décembre 2020. <https://www.youtube.com/watch?v=dPQnQwdn2ng>.
- « Syrie : l'après Hafez al-Assad, du Printemps de Damas à la guerre civile ». *Le Point*, 9 juin 2020.
- « Syrie, 10 ans de conflit, épisode 1 : comment cette guerre interminable a-t-elle commencé ? ». France 24, 15 mars 2021. https://www.youtube.com/watch?v=eDRUCj_6goo.



Institut
EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org